

23 juni 1960

U 6850/60 - C 46 - P1/PS9.

*PA-9915 a/17*

**GEHEIM**

Land: Spanje.

Onderwerp: Désordre à Barcelone.

Referenties:

Datum van waarneming: Eind mei 1960.

Bron: Betrouwbaar.

Informant: Democratische Catalaan, die clandestien contacten met Westeuropese democraten onderhoudt.

Opmerkingen:

Verzonden aan: de Minister van Buitenlandse Zaken.

Aan Zijne Excellentie Prof. Dr. J.E. de QUAY  
Minister-~~President~~

Plein 1813 no. 4

'S-GRAVENHAGE.

**GENEIM**DÉSORDRE À BARCELONE

La police à Barcelone a relâché une vingtaine de personnes qui étaient arrêtées depuis la nuit de jeudi 19 et du vendredi 20 mai, en conséquence de l'émeute qui s'est produite au concert commémoratif du centenaire du poète national Catalan JOAN MARAGALL au Palais de la Musique catalane.

Pour l'hommage à MARAGALL, les autorités franquistes avaient permis, pour la première fois après la guerre-civile, l'interprétation de l'hymne au drapeau catalan, texte composé par le poète célèbre, mais se représentant, peu de jours avant la date annoncée, elles ont interdit son interprétation. Pendant le concert, lorsque le moment prévu au-paravant pour cette interprétation fut arrivé, le public se leva et acclama, pendant quelques minutes, couvrant la musique, puis entonna l'hymne interdit. C'est alors qu'une avalanche de policiers en uniforme, plus d'une centaine ont été dénombrés dans la salle, s'est abattue sur le public à coups de matraque, s'en suivant une bataille jusqu'à la dispersion du public. De nombreuses arrestations de jeunes gens ont été alors pratiquées. A la veille de l'arrivée en Catalogne du Général FRANCO, la police avait reçu de renforts considérables provenant de l'extérieur de la Catalogne. Présents au concert il y avait quatre de ses ministres entourés de forte escorte.

A Barcelone, la colère est générale à cause de la sévérité de la police pendant les interrogatoires et s'ajoutant à la qualité des détenus. Plusieurs dignitaires de l'Eglise et des personnalités éminentes diverses sont intervenues pour la libération des prisonniers. L'Abbé Mitré de MONTSERRAT, sur défenseur de la spiritualité Catalane a transmis un télégramme au général FRANCO, regrettant que "ces arrestations et ces tortures aient fourni un fu-

neste épilogue à son séjour à Barcelone" AVIS AUX DÉFENSEURS DES DROITS DE LA PERSONNE et du DROIT A L'INFORMATION. Pas un mot de tout cela n'est paru dans la presse de toutes les Espagnes....

On s'en doutait et FRANCO l'a confirmé, pas de changement, la dictature continue. Comme sous HITLER et MUSSOLINI, après une visite d'adulation, le durcissement de la brutalité et pour la première fois après la guerre civile, contre des jeunes catholiques sociaux. Du moins cette séance d'hommage au poète national catalan JOAN MARAGALL, pouvait signifier un revirement vers la tolérance. Hélas, non. Les détenus dépassant la vingtaine, ont été frappés cruellement, des heures durant. Sauf le leader démocrate chrétien de Catalogne Monsieur COLLAERTORN, qui a été respecté, ayant été arrêté avec son fils le 20 mai. Historien notoire, jouit d'un juste crédit pour sa compétence, dans les milieux catholiques et intellectuels. L'avocat Monsieur Llibert CUATRECASAS, arrêté aussi le 20, se trouve parmi les huit détenus les plus cruellement maltraités. On le remarque, en raison de ses attaches parmi la jeunesse universitaire et d'autre part auprès des jeunes européennes démocrate-chrétiennes. Il faut mentionner le jeune Dr. JORDI PUJOL, le plus maltraité, particulièrement connu comme actif membre des "Equipes Matrimoniales", de la Confrérie VIERTALIA et de la J.E.C. (Jeunes Etudiants Catholiques). L'on croit qu'il est le seul restant écroué.

Le soir du 24 mai, une émouvante et silencieuse concentration de près de mille personnes, parmi lesquelles les familiers des victimes, s'était rassemblée secrètement dans la cour romane de l'Evêché. Une commission a été reçue par l'Evêque Mgr. MODREGO, lequel a promis d'intervenir afin de faire cesser les violences de la police. Les manifestants, priant à haute voix ont dit le Pater Noster avant

de se disperser. Le jour précédent, l'Evêque avait eu l'occasion de constater les blessures des jeunes détenues.

Le soir du 25, la manifestation populaire à l'Evêché s'est renouvelée. Dans le silence, interrompu seulement par des prières et des cantiques religieux, l'émotion et l'espoir des fidèles s'est affirmée, quoi que l'Evêque fut nommé sous proposition de FRANCO, qu'il comprenne la confiance de ses ouailles en la vocation spirituelle de son Pasteur, duquel l'on attend une condamnation pastorale, de la violence sur les corps des détenus. Par ailleurs une plainte a été déposée aux tribunaux, contre le Commissaire de Police GREIX, le matin.

M. JORDI PUJOL continue arrêté à la prison "Modelo", absolument privé de communication, même avec son avocat. On a appris que JORDI PUJOL, dans son "interrogatoire", ligoté de mains et de pieds, gité sur le sol, a été soumis à des coups de matraque dans toutes les parties du corps, principalement sur les plantes des pieds; aussi il a reçu des coups de pied aux organes et partout, dont un lui a ouvert le front. - Officiellement il est maintenant sous la juridiction militaire du "Tribunal spécial contre l'espionnage et d'autres délits", et accusé d'injures contre le Chef de l'Etat. Par contre, la plainte déposée par son avocat se heurte à des obstacles très difficiles à surmonter, en ce qui concerne la vérification des blessures, la victime étant totalement isolée après huit jours de son arrestation.

Le 26 et 27, à 8 heures du soir, les manifestations du peuple se sont reproduites, mais l'Evêque a fait fermer les grandes portes d'accès au Palais. La foule est restée dehors, à genoux dans la rue, en prière douloureuse. De temps en temps, quelqu'un frappait trois coups sur la porte de l'Evêché sans obtenir de réponse.

Ce divorce parmi l'Evêque et ses diocésains a c<sup>m</sup>me cause, aux yeux de ceux-ci, la fidélité politique de l'Evêque Dr. MODREGO au régime du Général FRANCO. Il ne veut pas condamner les violences de la police parce que ceci signifierait une accusation au régime. Il ne veut même pas accorder au peuple le moindre geste charitable pour partager sa douleur, et il n'est pas sorti au balcon du Palais aucune des cinq fois que le peuple s'est approché de lui. Au troisième jour, il a fait fermer la porte.

Peut-être il ne voit pas ce que lui ont essayé de démontrer beaucoup de prêtres de son propre entourage, que les violences faites sont une atteinte à la morale collective et aux Droits de l'Homme, et exigent, pour apaiser les esprits, une réponse et une attitude publique plutôt qu'une vague promesse de s'intéresser à l'affaire. On constate, par contre, la vourageuse attitude de l'Abbé de Montserrat, qui, après avoir envoyé un télégramme de protestation au général FRANCO, n'a pas été présent à la cérémonie dans laquelle le général FRANCO a pris congé des autorités civiles et religieuses de Barcelone à son retour à Madrid.

La déception face au silence de l'Evêque n'a fait pourtant pas perdre l'espoir, et le 28 mai, à 8 heures encore, en passant devant la porte de l'Evêché, fermée et surveillée par quelques policiers armés, un grand nombre de personnes a rempli la voisine église de Sant Felip Neri pour assister à la messe et communier. A l'offertoire, on a lu collectivement une prière pour ceux qui subissent persécution à cause de la justice. Même boycottée par l'intervention insistante de l'orgue, cette prière a été suivie à l'unanimité.

Il y a une vive réaction et surtout d'une volonté de ne pas être englouti cette fois par l'injustice faite.

FRANCO sait que la Catalogne et le Pays Basque, sont les remparts pour l'instauration d'une nouvelle démocratie. Il les attaque dans leur essence nationale pour les priver de la moindre initiative.

Or, la population catalane, grâce à la résistance passive et civique a remporté un évident succès, imposant la destitution de GALINSOGA de la Direction de LA VANGUARDIA, malgré qu'il est le biographe favori du Caudillo.

Cette violence, particulièrement dure, contre des catholiques pourrait paradoxalement, être le début de la liquidation de l'astucieuse alternative "FRANCO ou le Communisme". Le dictateur essaye sans doute, d'anihiler une opposition démocrate-chrétienne, même dans la clandestinité, par son développement, pourrait s'avérer dangereuse pour son pouvoir.